

**BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT**

**FONDS AFRICAIN DE DÉVELOPPEMENT**



**RÉPUBLIQUE DU NIGER**

**PROLONGATION JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 2012 DU DOCUMENT DE  
STRATÉGIE PAYS 2005-2009**

**DÉPARTEMENT RÉGIONAL  
AFRIQUE DE L'OUEST I**

**Octobre 2010**

## TABLE DES MATIÈRES

<b>SIGLES ET ABRÉVIATIONS.....</b>	<b>II</b>
<b>RÉSUMÉ ANALYTIQUE.....</b>	<b>III</b>
<b>I. INTRODUCTION.....</b>	<b>1</b>
<b>II. RÉCENTES ÉVOLUTIONS ET PERSPECTIVES.....</b>	<b>1</b>
2.1 ÉVOLUTION POLITIQUE-----	1
2.2 ÉVOLUTION ECONOMIQUE RECENTE-----	2
2.3 RECENTES REFORMES STRUCTURELLES-----	5
2.4 ÉVOLUTION SOCIALE-----	6
2.5 PERSPECTIVES POUR 2010 – 2012-----	8
2.6 COORDINATION AVEC LES AUTRES PARTENAIRES AU DEVELOPPEMENT-----	9
<b>III. ÉTAT DE MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE PAYS DU GROUPE DE LA BANQUE POUR 2005 – 2009.....</b>	<b>9</b>
<b>IV. STRATÉGIE DE LA BANQUE POUR 2010-2012.....</b>	<b>10</b>
4.1 PERFORMANCE DU PORTEFEUILLE DU GROUPE DE LA BANQUE :-----	10
4.2 PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DU GOUVERNEMENT-----	10
4.3 STRATEGIE DU GROUPE DE LA BANQUE POUR 2010-2012-----	11
4.4 PROGRAMME D’AIDE DE LA BANQUE POUR 2010 - 2012-----	12
4.5 RISQUES ET MESURES D’ATTENUATION-----	13
<b>V. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATION.....</b>	<b>14</b>
5.1 CONCLUSIONS-----	14
5.2 RECOMMANDATION-----	14
<b>ANNEXES</b>	
Annexe 1. Niger - Principaux indicateurs macroéconomiques-----	15
Annexe 2. Niger – Indicateurs de développement-----	16
Annexe 3. Récapitulatif de la situation des principaux indicateurs des OMD au Niger-----	17
Annexe 4. Opérations en cours du Groupe de la Banque au Niger-----	18
Annexe 5. Programme de prêts pour la période 2005-2012-----	19
Annexe 6. DSPAR : Matrice des résultats-----	20
Annexe 7. Comment les sécheresses affectent les ménages au Niger-----	22

## **SIGLES ET ABRÉVIATIONS**

AEPA	: Alimentation en eau potable et assainissement
ARMP	: Autorité de régulation des marchés publics
ASS	: Afrique sub-saharienne
BIA	: Banque internationale pour l'Afrique au Niger
BTP	: Bâtiments et travaux publics
CDMT	: Cadre de dépenses à moyen terme
CEDEAO	: Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest
CENI	: Commission électorale nationale indépendante
CEP	: Cellule d'exécution des projets
CSRD	: Conseil suprême pour la restauration de la démocratie
DGCMF	: Direction générale de contrôle des marchés publics
DSIR	: Document de stratégie d'intégration régionale
DSPAR	: Document de stratégie-pays axée sur les résultats
DTC	: Diphtérie, tétanos, et coqueluche
EU	: États-Unis d'Amérique
ETFP	: Enseignement technique et formation professionnelle
FAD	: Fonds africain de développement
FCFA	: Franc CFA
FMI	: Fonds monétaire international
IADM	: Initiative d'allègement de la dette multilatérale
IDE	: Investissement direct étranger
IDH	: Indice de développement humain
IPPTE	: Initiative en faveur des pays pauvres très endettés
INS	: Institut National de la Statistique
ITIE	: Initiative pour la transparence des industries extractives
OMD	: Objectifs du millénaire pour le développement
PAP	: Plan d'actions prioritaires
PAS	: Programme d'ajustement structurel
PDDE	: Programme décennal de développement de l'éducation
PEMFAR	: Revue des dépenses publiques et de la responsabilité financière
PIB	: Produit intérieur brut
RWSSI	: Initiative de la Banque pour l'alimentation en eau et l'assainissement en milieu rural
SDRP	: Stratégie de développement accéléré et de réduction de la pauvreté
UEMOA	: Union économique et monétaire ouest africaine
TBS	: Taux brut de scolarisation
TVA	: Taxe sur la valeur ajoutée
UC	: Unité de compte
UE	: Union européenne
VAN	: Valeur actualisée nette

### **ÉQUIVALENCES MONÉTAIRES**

(8 septembre 2010)

1 UC = 780,58 FCFA

1 UC = 1,51 de dollar EU

1 UC = 1,19 euro

### **POIDS ET MESURES**

Système métrique

### **ANNÉE FISCALE**

1er janvier-31 décembre

## RÉSUMÉ ANALYTIQUE

1. **Prolongation** : ce document vise à prolonger jusqu'au 31 décembre 2012 la validité du Document de stratégie pays (DSP) 2005-2009 pour le Niger, qui avait été approuvé initialement par le Conseil d'administration en septembre 2005. En effet, le contexte politique actuel du pays, dirigé par un gouvernement de transition jusqu'à avril 2011, ne se prête pas à la formulation d'un nouveau DSP.
2. **Situation politique** : la situation politique du Niger s'est déstabilisée lorsque le Président Mamadou Tandja, après dix ans de pouvoir, a voulu prolonger son pouvoir au-delà de la limite des deux mandats prescrite par la Constitution. Pour y parvenir, il a eu recours à la dissolution du parlement par décret le 26 mai 2009, de la cour constitutionnelle le 26 juin 2009, et a mis en place un Comité technique pour la rédaction d'une nouvelle Constitution. Cette dernière a entériné la suppression de la limitation du nombre de mandats présidentiels ; elle a rallongé de trois ans la durée du mandat présidentiel, qui devait s'achever en décembre 2009. La nouvelle Constitution a été adoptée par référendum le 4 août 2009 ; ces événements ont ravivé les tensions politiques, conduisant au renversement du régime par l'armée le 18 février 2010. Ces développements ont abouti à la création du Conseil suprême pour la restauration de la démocratie (CSRD) et à la formation d'un gouvernement de transition, qui a avalisé une feuille de route pour le retour de la démocratie. Les actes posés, à ce jour, par le CSRD pour mettre en œuvre la feuille de route ont engendré la confiance des nigériens et de la communauté internationale. L'Union européenne et plusieurs autres partenaires du Niger ont ainsi annoncé la reprise progressive de leur aide.
3. **Évolution économique** : la croissance du PIB a été négative en 2009 (-1,2 %), en raison, principalement, des conditions climatiques défavorables qui ont provoqué un repli de la production agricole. Elle pourrait, toutefois, atteindre 3,5 % en 2010 grâce, notamment, à la montée en puissance de la production d'uranium. Sur le plan des finances publiques, le déficit global, dons exclus, était de 9,8 % du PIB en 2009, en raison principalement des besoins d'investissement dans la filière des mines. Les estimations situent le déficit global, dons exclus, à 9,1 % du PIB en 2010 et 8,8 % en 2011. Ce déficit global, dons compris, était de 5,3 % du PIB en 2009 ; il est estimé à 2,8 % en 2010 et 2,6 % en 2011, renforçant encore la dépendance du Niger vis-à-vis de l'aide extérieure.
4. **Situation du portefeuille** : à la fin du mois d'août 2010, le nombre des opérations du portefeuille du Niger est passé à 17, pour un montant total de 133 millions d'UC dont 59,8 millions effectivement décaissés, soit un taux de décaissement de l'ordre de 45 %. Le pourcentage des projets à risque est passé respectivement de 40 à 24 en 2008 et 2010.
5. **Stratégie de la Banque pour 2010-2012** : la stratégie 2005-2009 sera maintenue, notamment ses deux piliers stratégiques d'intervention : i) le développement rural à travers la mobilisation des ressources en eau et ii) le développement des infrastructures, y compris les infrastructures sociales. De manière transversale, l'accent sera mis sur la gouvernance à travers la poursuite des réformes économiques. Le programme de prêts prévoit un projet d'appui au développement de l'enseignement technique et de la formation professionnelle et un appui budgétaire, qui seront présentés aux Conseils durant le quatrième trimestre 2010. Sur le plan des activités hors prêts, la Banque préparera un Document de stratégie d'intégration régionale (DSIR) pour l'Afrique de l'ouest, en vue de prioriser les projets d'intégration régionale. La Banque continuera aussi son appui pour la conduite de l'étude PEMFAR et pour l'évaluation du système national de passation des marchés, en vue de son utilisation future dans les projets financés par la Banque.

## **I. INTRODUCTION**

**1.1** Ce document a pour objet de prolonger jusqu'au 31 décembre 2012, la validité du Document de stratégie pays (DSP) 2005-2009 pour le Niger, approuvé initialement par le Conseil d'administration en septembre 2005. La revue à mi-parcours de la stratégie d'aide de la Banque, réalisée en juin 2008, avait recommandé le maintien de ses piliers en raison de la reconduction des lignes de force de la stratégie du Gouvernement. En outre, elle avait permis, d'un commun accord avec le Gouvernement, d'élargir le second pilier aux infrastructures sociales, afin de mieux répondre aux contraintes énormes du pays en matière de développement des infrastructures socio-économiques. Le précédent DSP a expiré en décembre 2009, mais le contexte politique actuel du pays, caractérisé par : i) une priorité marquée à la gestion de la transition et la feuille de route qui s'y rattache (Cf. paragraphe 2.1.2), ii) la gestion des différentes catastrophes naturelles (sécheresse, inondations, criquets pèlerins) et prises d'otages, et iii) le redéploiement significatif du personnel administratif, ne se prête pas à la formulation d'un nouveau DSP. De plus, l'approche participative, partie intégrante de la préparation du DSP, n'est pas possible dans le contexte actuel. Durant la période de prolongation, la stratégie du Groupe de la Banque sera alignée sur la stratégie de développement du pays, présentée dans le document «Stratégie de développement accéléré et de réduction de la pauvreté (SDRP)» couvrant la période 2008-2012.

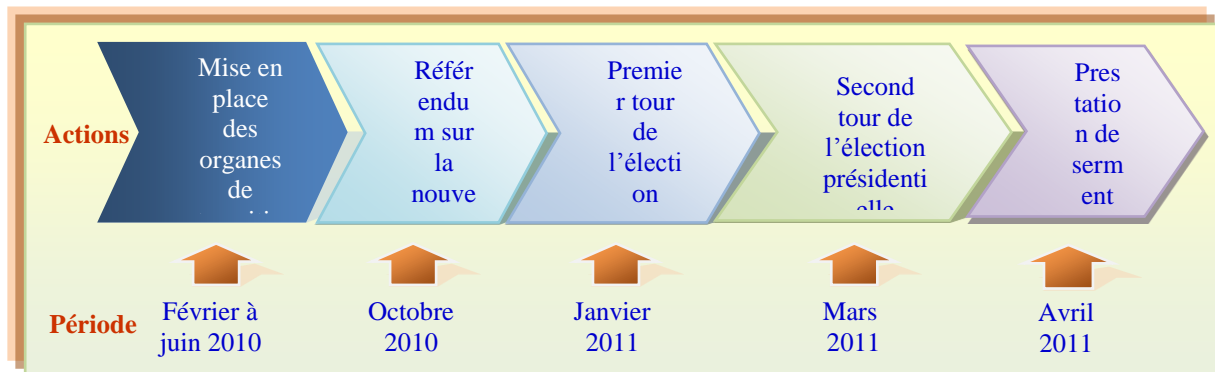
**1.2** Le présent document est structuré de la manière suivante : après cette introduction, la section II expose les récentes évolutions et les perspectives à moyen terme du pays. La section III donne l'état d'avancement de la mise en œuvre du DSP 2005-2009. La section IV présente la stratégie de la Banque pendant la période de prolongation du DSP jusqu'au 31 décembre 2012. La section V tire les conclusions et comporte une recommandation.

## **II. RÉCENTES ÉVOLUTIONS ET PERSPECTIVES**

### **2.1 Évolution politique**

2.1.1. La stabilité politique du Niger a été rompue lorsque le Président Mamadou Tandja, après dix ans de pouvoir, a voulu prolonger son pouvoir au-delà de la limite des deux mandats prescrite par la Constitution. Pour y parvenir, il a eu recours à la dissolution du parlement par décret le 26 mai 2009, de la cour constitutionnelle le 26 juin 2009, et a mis en place un Comité technique pour la rédaction d'une nouvelle Constitution. Cette dernière a entériné la suppression de la limitation du nombre de mandats présidentiels ; elle a rallongé de trois ans la durée du mandat présidentiel, qui devait s'achever en décembre 2009. La nouvelle Constitution a été adoptée par référendum le 4 août 2009. Ces événements ont ravivé les tensions politiques. La décision de plusieurs partenaires internationaux du Niger de suspendre leur aide non-humanitaire a accentué le malaise intérieur. Un processus de dialogue entre le Gouvernement et l'opposition a été amorcé, bénéficiant de la médiation de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ; cela n'a pas été suffisant pour détendre la situation. Cette situation politique s'est soldée par le renversement du régime par l'armée le 18 février 2010 et la création du CSRD, dirigé par le chef d'escadron Salou DJIBO, devenu général de corps d'armée quelques mois plus tard. La promesse faite au moment du renversement de l'ancien régime, notamment la publication d'une feuille de route devant mener à la transition jusqu'à l'investiture du nouveau président élu, a été tenue.

## Niger : Feuille de route pour la transition



2.1.2 La feuille de route est actuellement en cours de mise en œuvre, et ceci de manière satisfaisante. Un nouveau code électoral a été adopté en mai 2010. Le référendum pour l'adoption d'une nouvelle Constitution devrait prendre place le 31 octobre 2010. Le premier tour de l'élection présidentielle et les législatives sont prévus pour le 31 janvier 2011 ; un éventuel second tour se tiendrait le 12 mars. La prestation de serment du nouveau président aura lieu le 6 avril 2011. Les actes posés, à ce jour, par le CSRD ont engendré la confiance des nigériens et de la communauté internationale quant à la mise en œuvre de la feuille de route. Ainsi, rassurés par la conduite de la transition, l'Union européenne et plusieurs autres partenaires du Niger ont annoncé la reprise progressive de leur aide.

## 2.2 Évolution économique récente

2.2.1 **Structure et croissance économique :** Les activités principales du Niger sont l'agriculture, l'élevage et la pêche, qui comptent pour près de 45 % du PIB, et les services, qui comptent pour environ 40 %. Le secteur industriel est peu développé : sa contribution au PIB est d'environ 12 %. Le Niger dispose de réserves considérables d'uranium et de pétrole qui, avec leur mise en exploitation (2012 pour le pétrole, et 2014 pour les nouveaux gisements d'uranium), vont changer considérablement la structure économique du pays, doublant les exportations et triplant la contribution du secteur minier au PIB qui s'élève actuellement à 5 %. Le défi pour les années à venir est de s'assurer que ces développements se traduisent en une croissance plus rapide de l'économie et une réduction considérable de la pauvreté. En tout état de cause, il sera nécessaire de mettre en place un cadre macroéconomique et des institutions solides.

### Niger : les chocs exogènes

Le Niger connaît une crise alimentaire au moins une année sur trois, en raison de la sécheresse et, tout récemment, d'une inondation due à la sortie du fleuve Niger de son lit, avec comme conséquences la destruction des infrastructures, des terres arables, une réduction de la production et du pouvoir d'achat et, inéluctablement, une situation de famine. Ces aléas ont mis à rude épreuve la gestion des finances publiques, avec des augmentations de dépenses imprévues, notamment celles liées aux activités de protection sociale, de reconstruction et de réhabilitation d'urgence. Il est important pour le Niger de réduire sa vulnérabilité à ces chocs. Ceci appelle la mise en œuvre de politiques audacieuses de diversification des exportations et d'actions directes visant à constituer les réserves nécessaires pour répondre aux chocs. Par ailleurs, des investissements spécifiques dans l'irrigation et la reforestation pourraient augmenter les rendements agricoles tout en réduisant la récurrence des sécheresses. Les investissements de la Banque dans la gestion des eaux de ruissellement à Zinder, Tahoua, Tillabéry et Diffa ont contribué à réduire la vulnérabilité des bénéficiaires de ces projets. Il est important de les consolider et de les étendre à d'autres régions. Par ailleurs, la vulnérabilité liée aux chocs transfrontaliers (inondations, crickets migrants) nécessite des actions au niveau régional à travers le financement des biens d'intérêt public et des projets régionaux.

2.2.2 Le PIB a connu un repli (-1,2 %) en 2009, comparé à la croissance de 8,7 % en 2008, comme l'indique l'annexe 1. Ce repli résulte principalement des conditions climatiques défavorables qui ont eu un impact fortement négatif sur le secteur agricole. En effet, la campagne agricole 2009 du Niger s'est achevée avec un bilan céréalier brut déficitaire de 411 000 tonnes et un déficit fourrager d'environ 16 millions de tonnes de matières sèches, soit l'équivalent de 67 % des besoins du cheptel national. Les résultats de l'enquête «vulnérabilité des ménages», réalisée au mois de décembre 2009 au niveau national, font ressortir que les zones les plus durement frappées par la sécheresse sont les départements de Ouallam, Tillabéry, Diffa et Zinder (Cf. annexe 7). Au total, environ 7,7 millions de personnes (soit 52 % de la population<sup>1</sup>) ont été identifiées comme étant dans une situation d'insécurité alimentaire sévère ou modérée (respectivement 2,6 millions et 5,1 millions de personnes). Les pouvoirs publics ont préparé, en mars 2010, un Plan d'urgence visant à soutenir les populations vulnérables. Dans ce cadre, la Banque a octroyé un don d'urgence de 1 million de dollars pour venir en aide aux populations victimes de la sécheresse. L'objectif de cette aide est de contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire des 500.000 ménages situés dans des zones critiques (soit 3 500 000 de personnes) et affectés directement et durement par la sécheresse. Cette amélioration se ferait par la distribution, d'une part, de semences aux producteurs des villages déficitaires et, d'autre part, d'intrants zootechniques au bétail, essentiellement les femelles reproductrices.

2.2.3 **Finances publiques :** Les recettes fiscales se sont établies à 329,4 milliards de FCFA en 2009, contre 281,1 milliards en 2008, soit une augmentation de 17 %. Les recettes budgétaires de 2009 sont constituées de recettes fiscales, à raison de 94,8 %, de recettes non fiscales (5,2 %) et comptes spéciaux. Le taux de pression fiscale a connu une évolution soutenue ; il est passé de 7,6 % du PIB en 1997, à 11,5 % en 2005, 11,7 % en 2008 et 13,0 % en 2009<sup>2</sup>. Malgré cette évolution remarquable, la pression fiscale demeure nettement en dessous des 17 % retenus comme critère de convergence de l'UEMOA. Les dépenses totales et prêts nets ont augmenté de 20,4 à 24,9 % du PIB entre 2005 et 2009, sous l'effet, d'une part, des transferts et subventions en faveur des programmes sociaux et de sécurité alimentaire et, d'autre part, de l'augmentation des dépenses en capital, notamment celles liées à la filière minière, financées sur des ressources intérieures. Le déficit global, dons exclus, qui était de 4,4 % du PIB en 2008, s'est aggravé, atteignant 9,8 % du PIB en 2009. Ce déficit global, dons inclus, était de 5,3 % du PIB en 2009 contre 1,5 % en 2008.

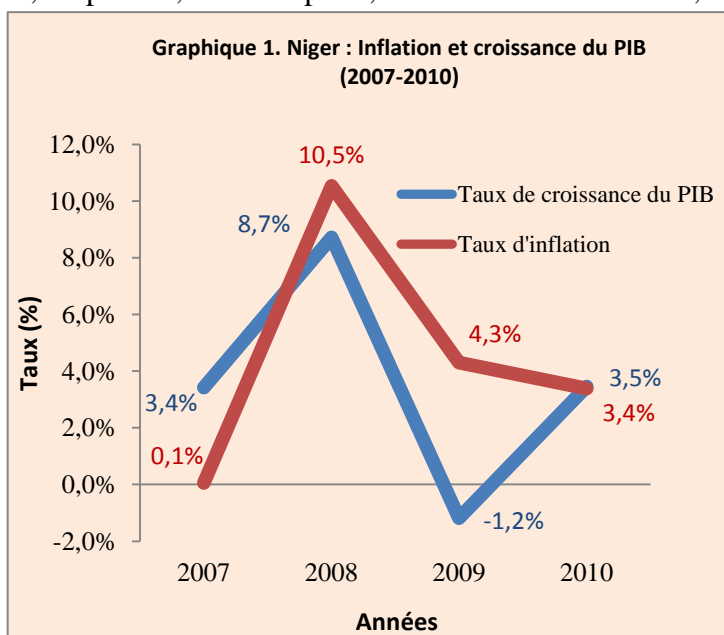
2.2.4 La situation en 2010 est caractérisée par une diminution de l'aide et une réduction des recettes fiscales liées à l'instabilité que connaît le pays. Face à cette situation, le Gouvernement de transition a, le 3 mai 2010, procédé à une rectification de la loi de finances 2010, en ramenant le budget de 728,7 à 638,2 milliards de FCFA, soit une baisse de 14 %, tout en protégeant les dépenses incompressibles et d'urgence.

---

<sup>1</sup> BAD, Niger : proposition visant l'octroi d'un don de 1 000 000,00 de dollars EU au titre de l'aide humanitaire d'urgence aux populations victimes de la sécheresse, Sept 2010,

<sup>2</sup> FMI, NIGER, Troisième revue de l'accord triennal au titre de la Facilité élargie de crédit, 22 janvier 2010, pp. 22, 23, 28.

**2.2.5 Monnaie, crédit et inflation :** Une politique monétaire expansive en 2009 a permis de soutenir un accroissement du crédit bancaire de 30,5 %. L'accroissement du crédit a été le plus rapide dans les secteurs des mines, du pétrole, des transports, des télécommunications, du BTP et du commerce. Dans le contexte de la crise financière, les banques n'ont pas eu recours aux injections de liquidités de la Banque centrale mais elles ont contribué au financement du déficit budgétaire, en 2009, à hauteur de 46,2 % du déficit global. L'inflation avait atteint un niveau record de 10,5 % en 2008 mais a été contenue à 4,3 % en 2009, comme l'indique l'annexe 1, avec la baisse des prix internationaux des denrées alimentaires et des produits pétroliers. Néanmoins, ce taux, qui devrait se situer autour de 3,4 % en 2010, reste supérieur à la norme communautaire de 3 % fixée par la Commission de l'UEMOA dans le cadre du suivi des critères de convergence.



**2.2.6 Balance des paiements :** La balance commerciale du Niger est structurellement déficitaire du fait de la faiblesse du prix et du volume des produits exportés, mais aussi en raison des importations de biens d'équipements, de produits pétroliers et alimentaires. Les flux associés aux importations et liés aux grands projets dans les secteurs du pétrole et de l'uranium ont décuplé depuis 2007 et ont atteint 11 % du PIB en 2009.<sup>3</sup> Les revenus du travail et du capital auxquels s'ajoutent les transferts courants ne suffisent pas à combler le déficit commercial, entraînant ainsi un déficit du compte courant extérieur qui a presque triplé, passant de 8,2 % du PIB à 23,7 % entre 2007 et 2009. Toutefois, le déficit du compte courant extérieur est couvert par les apports de capitaux au titre de l'aide publique au développement et des investissements directs étrangers (IDE). Ces flux ont permis au pays d'accumuler, fin 2009, des réserves de change équivalant à 2,5 mois d'importation (voir annexe 1).

**2.2.7 Dette publique :** La dette extérieure totale du Niger était de 16,2 % du PIB en 2009. Elle a baissé de 36 % entre 2005 et 2009. Les perspectives de viabilité de la dette se sont améliorées du fait des allègements de dette obtenus dans le cadre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés en 2004 et de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale en 2006, initiatives qui ont permis de ramener les ratios de la dette extérieure en dessous des seuils de surendettement. C'est ainsi qu'en 2009 la valeur actuelle nette de la dette extérieure représentait 57,4 % de la valeur des exportations contre un seuil de 150 % et le service de la dette extérieure par rapport aux exportations était de 2,7 % contre un seuil de 20 %. Ainsi, à moyen et long terme, le risque de surendettement demeure-t-il faible au regard du niveau actuel de la dette publique. Toutefois, une régression des exportations ou une augmentation des taux d'intérêts liés aux nouveaux emprunts pourrait entraîner une détérioration du profil de la dette du pays. L'enjeu pour le Niger est de poursuivre une politique d'endettement public prudente qui privilégie une concessionnalité maximum et qui soit associée à une gestion macroéconomique saine, ainsi qu'à la diversification des exportations. Quant à la

<sup>3</sup> L'uranium est le principal produit d'exportation et représentait en 2009 environ 47 % des exportations totales, soit 195,6 milliards de FCFA. Viennent ensuite les produits agro-pastoraux et l'or.

dette intérieure, elle représentait 5,7 % du PIB fin 2008. Une part importante de cette dette est constituée d'arriérés.

2.2.8 En vue d'atteindre cet objectif, le système de gestion de la dette publique a été renforcé, le ministère de l'Économie et des finances devenant la seule institution habilitée à signer des accords engageant la responsabilité financière de l'État. Par ailleurs, le Comité national de gestion de la dette publique (CNGDP) a été créé pour statuer sur tout projet d'emprunt intérieur ou extérieur ainsi que sur toute demande de garanties publiques.

2.2.9 **Climat des affaires et compétitivité :** Le classement du Niger dans le rapport « Doing Business 2010 » s'est stabilisé à la 174<sup>e</sup> place sur 181. Le Niger a reculé dans plusieurs domaines par rapport à 2009 et de nombreuses contraintes continuent à peser sur l'environnement des affaires. Les principales faiblesses sont inhérentes : i) à l'octroi de permis de construire, ii) à l'absence d'une main d'œuvre qualifiée et iii) aux coûts à l'exportation. A ceci, il faut ajouter des coûts élevés des facteurs de production et des retards dans la restructuration du secteur de l'électricité, facteur clé du développement du secteur privé. Des mesures ont été prises dans la loi de finances 2010 pour simplifier le régime fiscal afin d'augmenter le niveau de compétitivité du pays (voir paragraphe 2.3.2). Le Code général des impôts qui devrait rassembler ces mesures est en voie de finalisation et devrait être adopté en 2011. Le Niger doit également améliorer sa compétitivité et réduire les coûts notamment en développant les infrastructures de transport. Depuis 1996, le Niger s'est engagé dans un processus de libéralisation progressive de son économie qui a débuté par la privatisation des entreprises publiques. La Chambre de commerce, d'agriculture, d'industrie et d'artisanat du Niger (CCAIN) et le Conseil national des investisseurs privés (CNIP) sont les deux principaux organes du pays qui visent notamment à monter un partenariat public-privé (PPP) pour faire face aux multiples contraintes qui entravent le développement du pays.

Critères	Rang
Doing Business	174
Création d'entreprise	157
Octroi de permis de construire	166
Embauche des travailleurs	173
Transfert de propriété	85
Obtention de prêts	150
Protection des investisseurs	154
Paiements des impôts	141
Commerce transfrontalier	173
Exécution des contrats	138
Fermeture d'entreprise	141

## 2.3 Récentes réformes structurelles

2.3.1 **Processus budgétaire :** D'importants progrès ont été réalisés dans la préparation d'un cadre global des dépenses à moyen terme. Ces travaux, qui ont bénéficié de l'assistance technique du Fonds monétaire international, ont permis d'élaborer un document de stratégie budgétaire pour les trois prochaines années. Ce document a servi de base aux discussions budgétaires au titre de l'exercice 2010. Les textes régissant le processus de préparation du budget seront révisés afin d'assurer leur cohérence avec les nouvelles directives communautaires de l'UEMOA. L'interface budget-Trésor est quasiment achevée pour les dépenses exécutées au niveau central, et la finalisation de l'informatisation des Centres de sous-ordonnement devrait permettre d'étendre le suivi des dépenses aux crédits délégués. L'amélioration du contrôle interne et externe du budget et le renforcement du système de comptabilité, d'enregistrement et de production des états financiers représentent à l'heure actuelle les domaines d'actions prioritaires. La Banque compte y contribuer par un appui budgétaire.

2.3.2 **Simplification fiscale :** Le pays a redoublé d'efforts pour simplifier la fiscalité et en accroître la transparence. Les mesures prises à cet égard visent à favoriser l'investissement en ramenant le taux d'imposition des bénéficiaires commerciaux au même niveau que dans d'autres

pays de la région, en réduisant le taux marginal de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et en renforçant la transparence de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA). Avec la loi de finances 2010, le taux d'imposition des bénéficiaires est ramené de 35 à 30 % et le plafonnement du remboursement des crédits de TVA aux exportateurs est aboli. La Direction générale des impôts s'est engagée dans un important processus de réforme visant à améliorer sa maîtrise de l'assiette fiscale, réduire l'incivisme fiscal, consolider et poursuivre la modernisation du système fiscal, et en renforcer l'efficacité. La Direction générale des douanes (DGD) a procédé à l'actualisation de son plan d'actions pour la période 2009-11, en étroite collaboration avec l'Organisation mondiale des douanes (OMD). Ce plan met notamment l'accent sur la modernisation du contrôle douanier par la facilitation des échanges, l'utilisation de scanners et l'analyse des risques, ainsi que sur une meilleure maîtrise des flux de marchandises. L'utilisation de l'ensemble des fonctionnalités de Sydonia permettra une meilleure maîtrise des opérations à risque, et, de ce fait, un meilleur ciblage des contrôles douaniers.

**2.3.3 Secteur financier :** L'intermédiation financière demeure faible au Niger du fait des niveaux de revenus et d'épargne très bas mais également en raison de l'absence d'innovation financière ainsi que de facteurs institutionnels tels que l'inefficacité du système judiciaire. Le secteur financier est dominé par une dizaine de banques commerciales dont quatre concentrent plus de 80 % des actifs et des dépôts. Le processus de restructuration du secteur financier se poursuit. Ainsi, conformément aux engagements pris pour la création effective de la Finaposte, le remboursement des comptes des déposants de la Caisse nationale d'épargne, gelés depuis 1992, a démarré en juillet 2009. Le Gouvernement a procédé à la transformation de la moitié de ses dépôts au Centre des chèques postaux en dépôts à terme. Trois banques respectent déjà l'exigence d'un capital minimum de 5 milliards de francs CFA fixée par la Commission bancaire de l'Union économique et monétaire ouest-africaine. La plupart des sept autres banques commerciales ont procédé à une levée de capital qui leur a permis d'atteindre ce niveau minimum à la fin de l'année 2009, soit un an avant la date butoir du 31 décembre 2010.

**2.3.4 Gouvernance :** Transparency International 2009 classe le Niger au rang de 106/180 avec un indice de 2,9/10, contre un rang de 122/145 avec un indice de 2,4/10 en 2005. Un score inférieur à 3/10 indique que la corruption est perçue comme étant endémique. Le Niger qui se trouve à la limite inférieure de l'indice 3 est actuellement au-dessus de la moyenne des pays de l'Afrique subsaharienne. La position du Niger s'est améliorée depuis 5 ans. En dépit de cette performance, le Gouvernement de transition est déterminé à mettre en place des mécanismes de gestion transparente des ressources naturelles du Niger. Il poursuit actuellement le processus d'adhésion à l'Initiative pour la transparence des industries extractives. Les autorités entendent mettre en place un cadre unique de comptabilisation des recettes pour les revenus pétroliers et miniers versés à des entités publiques. Ainsi, les opérations publiques réalisées dans le secteur minier seront-elles intégralement reflétées dans les documents budgétaires.

## **2.4 Évolution sociale**

**2.4.1 Développement humain :** Dans le classement de l'indice de développement humain 2009, le Niger a repris la dernière place sur 182 ; le pays a perdu 2 places par rapport à 2008. Le Revenu national brut par habitant est de 330 dollars EU en 2008 et environ 85 % de la population nigérienne vit en-dessous du seuil de pauvreté (2 dollars/jour). L'indice de pauvreté humaine (IPH-1) exprimé en pourcentage de la population est de 55 contre 34 pour l'Afrique en 2009. L'annexe 2 fournit d'autres indicateurs permettant d'apprécier le niveau de

développement social du Niger par rapport à celui des pays africains et des autres pays en développement.

**2.4.2 Éducation :** Le Programme décennal de développement de l'éducation (PDDE), mis en œuvre en 2003, constitue le cadre de référence de la stratégie de développement de l'éducation au Niger. Le PDDE est bâti autour des trois axes stratégiques suivants : i) l'élargissement de l'accès à l'enseignement de base et à la formation professionnelle, ii) l'amélioration de la qualité des curricula, et iii) le développement institutionnel du secteur. En termes de réalisation, le taux brut de scolarisation primaire a connu une amélioration, passant de 29 % en 1990 à 57,8 % en 2009. Malgré ces progrès, le système éducatif fait encore face à un certain nombre de contre-performances. A titre de comparaison, en 2009, les pays en développement ont atteint une moyenne de 106,8 %. Le taux de rétention dans le primaire reste faible, n'atteignant que 42,9 % en 2008. Le taux d'alphabétisation (population âgée de plus de 15 ans) est également limité bien qu'il ait progressé de 28,7 % en 2005 à 30,4 % en 2009. L'accès à l'enseignement technique et à la formation professionnelle (ETFP) nécessite d'être amélioré, aucun des sept centres régionaux de formation professionnelle et technique prévus n'ayant encore été construit. En termes d'accessibilité, on remarque un progrès considérable en ce qui concerne la présence des filles dans l'ETFP. Cette présence est passée de 13,8 % en 2006 à 49,7 % en 2008.

**2.4.3 Santé :** Les interventions dans le domaine de la santé publique s'inscrivent dans le cadre du Plan de développement sanitaire couvrant la période 2005-2010. L'extension de l'offre des services dans ce domaine a pu être effectuée grâce à plusieurs initiatives, notamment la construction d'infrastructures sanitaires, la fourniture d'équipements médicaux, et la mise en place de trois mutuelles de santé, ainsi que la généralisation des soins de santé de la reproduction dans l'ensemble des structures de santé du secteur public. La gratuité des consultations prénatales a permis d'améliorer l'accès à ces soins, qui est passé de 42 % en 2005 à 81 % en 2008. C'est ainsi que le taux de couverture contre la DTC est passé de 75 % en 2007 à 97,3 % en 2008. Cette performance est due à l'amélioration de l'approvisionnement en vaccins grâce à l'appui des partenaires au développement. En dépit de ces efforts, la mortalité infantile demeure élevée, à 85,3 pour 1000 enfants contre une moyenne de 49,9 pour 1000 dans les pays en développement (voir annexe 2). L'indice synthétique de fécondité est l'un des plus élevés de la région avec un taux de 7,1 enfants par femme. Un fort taux de malnutrition, qui s'élève à 44 % pour les enfants de moins de cinq ans qui souffrent de sous nutrition chronique, est aggravé par la situation d'insécurité alimentaire qui prévaut au Niger. Le taux de prévalence de l'infection à VIH/SIDA était estimé à 0,7 % de la population en 2008.

**2.4.4 Eau et assainissement :** Le Niger dispose d'un fort potentiel en eaux souterraines. Les estimations font état d'une capacité de 2,5 milliards de m<sup>3</sup> renouvelables par an, dont moins de 20% sont exploités. De plus, on estime à 2 000 milliards de m<sup>3</sup> le potentiel non renouvelable quasiment inexploité. Paradoxalement, i) 42 % de la population a accès à l'eau potable, et 7 % à un assainissement amélioré (contre respectivement 64 % et 41 % pour l'Afrique) ; et ii) environ 80 % des décès d'enfants de moins de cinq ans sont liés au manque d'accès à l'eau potable<sup>4</sup>.

**2.4.5 Les OMD :** Des progrès considérables ont été accomplis dans l'amélioration des conditions de vie des populations. Toutefois, ces progrès ne se sont traduits ni par une réduction significative de la pauvreté ni par l'amélioration de certains indicateurs en liaison

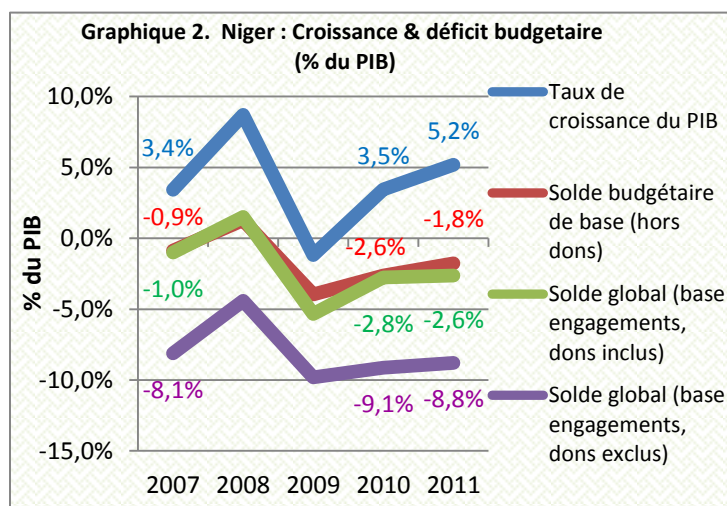
---

<sup>4</sup> Source Unicef, Eau, hygiène et assainissement : quels enjeux au Niger, 2008, et IRIN, Niger, La soif autant que la faim, juin 2010 et BAD, CEA, Annuaire statistique pour l'Afrique, 2010 ;

avec les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD). Considérant la tendance actuelle, il semble peu probable que le Niger atteigne l'ensemble des objectifs à l'horizon 2015 (l'annexe 3 fournit des informations sur la situation des principaux indicateurs des OMD au Niger). Afin d'inverser la tendance, il est nécessaire i) de parvenir à une croissance forte et durable, de l'ordre de 7 % par an ; ii) de diminuer parallèlement la croissance démographique qui, estimée à 3,9 % en 2009, exerce de fortes pressions sur les infrastructures socioéconomiques de base et relativise les gains de croissance économique ; et iii) de fournir des ressources budgétaires substantielles et mieux gérées dans les services sociaux de base et dans les infrastructures. L'un des domaines où le Gouvernement devra porter ses efforts est celui du genre. Les disparités en matière de genre sont encore importantes, notamment dans le domaine de l'éducation. La Banque est active dans ce domaine, avec le projet de renforcement de l'équité en matière de genre. Cependant, beaucoup reste à faire. Par exemple, le Niger n'a jusque-là pas pu se doter d'un code de la famille.

## 2.5 Perspectives pour 2010 – 2012

2.5.1 A la date du 30 septembre 2010, les partenaires au développement ont noté une évolution positive dans la situation politique du Niger, avec notamment l'adoption d'une feuille de route pour la transition, dont le début de mise en œuvre a été jugé satisfaisant. Ce début de mise en œuvre s'est notamment traduit par l'élaboration de projets de textes fondamentaux de la nouvelle Constitution qui sera soumise à un référendum le 31 octobre 2010. Le défi majeur du pays réside dans la volonté, et la capacité, du CSRD d'honorer ses promesses, en parachevant le processus de transition par la tenue des élections présidentielles et législatives d'ici mars 2011.



2.5.2 A court terme, l'évolution de la situation économique et financière reste positive mais fragile. Les projections indiquent un taux de croissance du PIB réel de 3,5 % en 2010 et de 5,2 % en 2011. Cette croissance proviendra surtout des secteurs non agricoles et principalement de la montée en puissance de la production d'uranium. Sur le plan des finances publiques, les projections montrent que le pays aura encore besoin de l'aide budgétaire de ses partenaires au développement pour mettre en œuvre son programme de réduction de la pauvreté et sauvegarder la stabilité macroéconomique. En effet, le déficit global, dons exclus, devrait atteindre 9,1 % et 8,8 % du PIB en 2010 et 2011 respectivement. Lorsque l'on inclut les dons, le déficit global est projeté à 2,8 % et 2,6 % du PIB ces mêmes années.

2.5.3 Sur le plan extérieur, le déficit du compte courant de la balance des paiements (excluant les dons officiels) ne devrait pas s'améliorer à moyen terme, se fixant à 24,9 % du PIB en 2011 sous l'effet des importations de l'industrie extractive. Ce déficit est de loin supérieur au plafond de 5 % fixé comme critère de convergence à moyen et long terme au sein de la zone UEMOA. La Banque centrale devrait adopter une politique monétaire plus

restrictive pour la période 2010-2012 afin de continuer à rechercher la stabilité des prix, et ainsi éviter le retour à la situation de 2008 où le taux d'inflation était à 2 chiffres.

## **2.6 Coordination avec les autres partenaires au développement**

Une mission de la Banque s'est déroulée au Niger du 15 au 22 juin, puis du 20 septembre au 2 octobre 2010. La mission a eu des séances de travail avec les bailleurs de fonds multilatéraux et bilatéraux. La mission a été informée que la Banque mondiale avait déjà décaissé un montant de 40 millions de dollars EU dans le cadre de son appui budgétaire au titre de l'année 2010. Le FMI devrait avoir procédé à la quatrième revue de la Facilité élargie de crédit (FEC) d'un montant de 4,7 millions d'UC en novembre 2010. L'Union européenne est en train d'évaluer la possibilité d'un appui budgétaire d'un montant de 14 millions d'euros destiné à enrayer la crise alimentaire. En juillet 2010, les Nations unies ont offert des véhicules à la Commission électorale nationale indépendante (CENI) afin de renforcer ses capacités opérationnelles et d'assurer la préparation des élections dans un climat apaisé.

### **III. ÉTAT DE MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE PAYS DU GROUPE DE LA BANQUE POUR 2005 – 2009**

**3.1** La Direction a, en juin 2008, effectué une revue à mi-parcours de la mise en œuvre de la stratégie 2005-2009 de la Banque au Niger. Le rapport a été distribué aux Conseils (voir document ADB/BD/WP/2008-ADF/BD/WP/2008). La revue à mi-parcours avait noté que, en dépit de certaines insuffisances, la stratégie avait été mise en œuvre de la façon dont elle avait été prévue et que les résultats atteints étaient globalement satisfaisants. Dans le cadre du pilier i) sur la mobilisation des ressources en eau, il y a eu une augmentation sensible des superficies irriguées et de la production agricole qui va de pair avec une irrigation plus étendue (voir annexe 6). Toutefois, la faible pluviométrie enregistrée en 2009 a affecté la production agricole, entraînant une pénurie alimentaire en 2010. L'amélioration de l'alimentation en eau potable des ménages ruraux a quelque peu souffert des retards dans l'exécution de certains travaux relatifs au projet d'alimentation en eau potable et assainissement dans trois régions (Maradi, Tahoua et Tillabéry), et au Plan d'action national de gestion intégrée des ressources en eau. Il était en effet prévu d'augmenter progressivement le taux de couverture des besoins en eau potable en milieu rural, grâce à un système moderne, de 58 % en 2006 à 63 % en 2008. Ce taux a atteint 62,3 % en 2008.

**3.2** En ce qui concerne le pilier (ii), deux projets routiers (le Projet d'aménagement des routes Tibéri-Dakoro et Madaoua-Bouza et le Projet routier Dori-Tera -frontière du Burkina Faso) ont été approuvés. Le premier projet a connu un démarrage tardif en raison des longs délais dans l'obtention de l'engagement de la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) à cofinancer le projet. Le second projet routier a une dimension sous-régionale. Il a aussi connu un retard dans son exécution, le Gouvernement ayant procédé à une modification de la structure de la chaussée, augmentant ainsi le coût du projet de 12,5 %. Les travaux de terrassement sont quasi achevés et les travaux de chaussée sont en cours. Le projet d'appui au renforcement des infrastructures sanitaires n'a pas été évalué en 2009 comme cela avait été prévu, en raison de la baisse des allocations du pays. Le projet d'appui au développement de l'enseignement technique et de la formation professionnelle n'a pas pu être présenté aux Conseils en 2009 comme prévu, en raison de la dégradation de la situation politique dans le pays. Ce projet sera présenté aux Conseils en décembre 2010.

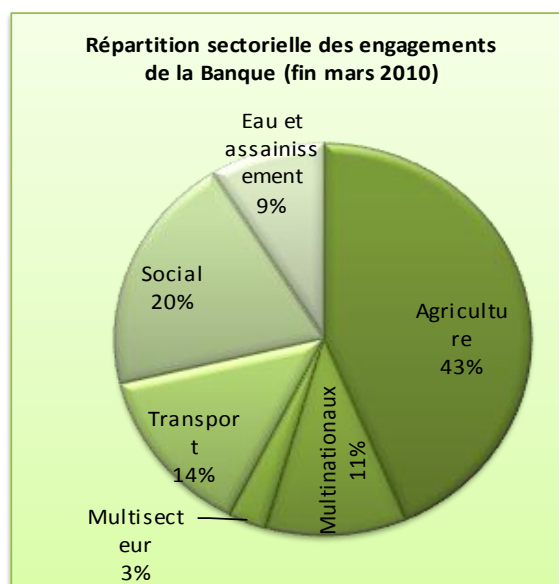
**3.3** Il avait été envisagé de fournir un appui budgétaire qui devait soutenir la consolidation de la stabilité macroéconomique ainsi que l'amélioration de la gestion des finances publiques,

deux préalables indispensables à une orientation efficace des dépenses publiques vers les secteurs prioritaires, y compris le secteur rural et la mobilisation des ressources en eau, et le développement des infrastructures, ces secteurs représentant les piliers stratégiques de la Banque au Niger. Cet appui budgétaire n'a pas pu être présenté aux Conseils en 2009, en raison aussi de la détérioration de la situation politique dans le pays. Ce projet sera présenté aux Conseils en décembre 2010. L'Annexe 5 fournit des informations sur les approbations de projets au cours de la période 2005-2009, tandis que l'Annexe 6 donne les détails sur les résultats de la stratégie du Gouvernement. Les résultats obtenus en matière de stabilité du cadre macroéconomique sont contrastés. La meilleure performance en matière de recouvrement fiscal due à la croissance sur la période 2005-2009 s'est accompagnée d'une performance moindre en matière de maîtrise de l'inflation.

#### IV. STRATÉGIE DE LA BANQUE POUR 2010-2012

##### 4.1 Performance du portefeuille du Groupe de la Banque :

La performance du Portefeuille de la Banque, qui avait fait l'objet d'une revue en 2008, avait été jugée globalement assez satisfaisante. A cette date, le portefeuille actif du Niger comprenait 15 opérations d'un montant total de 124,3 millions d'UC d'engagements nets, dont 28 millions avaient été décaissés au 13 Février 2008, soit un taux de décaissement de 17.6 %. A cette même date, le portefeuille comprenait un projet à problème et cinq projets potentiellement à problèmes, ce qui porte à six le nombre de projets à risque (40% du portefeuille). Fin août 2010, le nombre des opérations du portefeuille du Niger est passé à 17 pour un montant total de 133 millions d'UC dont 59,8 millions effectivement décaissés, soit un taux de décaissement de l'ordre de 45 %, ce qui constitue une nette amélioration depuis 2008. Le nombre de projets à risque a également chuté à 4 (sans aucun projet à problème), représentant 24% du portefeuille, ce qui constitue aussi un progrès par rapport à 2008.



4.1.1 Le suivi rapproché et rigoureux par la partie nigérienne, la multiplication des missions de supervision par la Banque, le renforcement de la qualité à l'entrée des projets et l'intensification du dialogue avec le Gouvernement ainsi que l'organisation de plusieurs sessions de formation sur les règles et procédures de la Banque ont permis de réduire le nombre de projets à risque et d'améliorer l'état d'exécution des projets. Toutefois, la persistance des faibles capacités institutionnelles de certaines Cellules d'exécution de projet (CEP) continue d'occasionner des retards dans leur mise en œuvre. L'annexe 4 donne les détails sur les opérations en cours ainsi que le taux de décaissement par projet.

##### 4.2 Programme de développement du Gouvernement

4.2.1 Le programme de développement du Gouvernement pour la période 2008-2012 est décrit dans la SDRP. A l'instar des principaux partenaires au développement du Niger, la

stratégie d'aide de la Banque s'appuie sur la SDRP. Les priorités du Gouvernement dans la SDRP sont axées sur : i) la recherche d'une croissance forte, diversifiée, durable et créatrice d'emplois ; ii) l'accès équitable aux services sociaux de qualité ; iii) la maîtrise de la croissance démographique ; iv) la réduction des inégalités et le renforcement de la protection sociale des groupes vulnérables ; v) le développement des infrastructures ; vi) la promotion d'une gouvernance de qualité ; et vii) la mise en œuvre efficace de la SDRP. Les autorités de transition ont indiqué leur attachement à la SDRP, qui constitue toujours le cadre des politiques économiques et de développement du pays pendant la période de la transition. Elles ont aussi adopté une feuille de route pour la transition, accordant la priorité à, la restauration de la démocratie, l'assainissement des finances publiques et l'endigement de la crise alimentaire.

4.2.2 Le Gouvernement, en collaboration avec les principaux partenaires au développement, a adopté un cadre de concertation visant à fédérer les appuis en matière de gestion des finances publiques. Ce cadre de concertation s'articule autour d'un Plan d'actions prioritaires (PAP) issu de la Revue des dépenses publiques et de la responsabilité financière (PEMFAR) initialement réalisée en 2004 et révisée en mars 2009 dans le cadre du PEMFAR II. La principale conclusion du PEMFAR II était que le système de gestion des finances publiques était globalement conforme aux directives de l'UEMOA.

### **4.3 Stratégie du Groupe de la Banque pour 2010-2012**

4.3.1 La stratégie de la Banque au cours de la période 2010-2012 s'inscrit dans la continuité du DSP 2005-2009. Les piliers resteront inchangés, à savoir : pilier i) soutien au développement du monde rural à partir de la mobilisation des ressources en eau ; et pilier ii) renforcement des infrastructures. Lors de la revue à mi-parcours de la stratégie de la Banque en juin 2008, le pilier ii) a été élargi aux infrastructures sociales pour mieux répondre aux contraintes énormes du pays en matière de développement humain. Ce renforcement du ciblage a pour but d'atténuer les déficits prononcés en matière d'infrastructures sociales et de renforcer les capacités techniques afin non seulement d'assurer la durabilité des investissements réalisés dans le pays, mais aussi d'accélérer les progrès vers l'achèvement des OMD. Comme pour la période antérieure, la Banque déploiera ses principaux instruments d'intervention, à savoir les prêts projets et l'appui budgétaire. L'annexe 6 donne les résultats attendus à la fin de la mise en œuvre de la stratégie en 2012.

4.3.2 De manière transversale, l'accent sera aussi mis sur la gouvernance à travers notamment le soutien à l'amélioration de la gestion des finances publiques et la consolidation de la stabilité macroéconomique. Ceci répond aux priorités identifiées dans le PEMFAR II conjointement élaboré par les autorités, la Banque mondiale, la Banque africaine de développement et le PNUD en 2009. Le PEMFAR II a en particulier identifié les priorités suivantes : renforcement de l'allocation et de l'exécution budgétaires, accroissement de l'allocation budgétaire dans les secteurs prioritaires, amélioration de l'efficacité de la gestion des dépenses publiques, y compris les investissements en capital, et amélioration du système de gestion des investissements publics. Il ressort également de l'étude que les priorités stratégiques du budget doivent être mieux alignées avec les priorités de la SDRP. Cette dernière vise, entre autres, à favoriser le développement dans des secteurs prioritaires que sont l'eau et l'assainissement, les infrastructures et les infrastructures sociales. Améliorer la gouvernance permettra de créer un environnement économique et institutionnel nécessaire à l'atteinte des objectifs de l'opérationnalisation des deux piliers du DSP. Le renforcement des capacités institutionnelles et, en particulier, celles des finances publiques, va aussi contribuer à assurer la durabilité des interventions de la Banque, notamment à travers une gestion plus efficace et transparente des recettes des secteurs minier et pétrolier qui devraient augmenter de façon considérable à moyen terme.

#### 4.4 Programme d'aide de la Banque pour 2010 - 2012

4.4.1 **Activités de prêts** : L'allocation pays 2010 du Niger au titre du FAD-XI s'élève à 93,6 millions d'UC. Sur ce montant, 40 millions d'UC ont déjà été engagés pour le financement du Programme « Kandadji » de régénération des écosystèmes et de mise en valeur de la vallée du Niger.

4.4.2 Le soutien au développement du monde rural à travers la mobilisation des ressources en eau cible un développement plus intégré du monde rural, destiné à renforcer l'aménagement hydro-agricole, l'accès à l'eau potable et l'assainissement, et l'appui aux collectivités locales. Les projets prévus sous ce pilier ont tous été approuvés par la Banque et sont en cours de mise en œuvre.

4.4.3 La stratégie de la Banque à travers le pilier ii) appui aux infrastructures, avait initialement pour objet de contribuer au désenclavement du pays en favorisant la construction d'infrastructures routières. A cet égard, l'enseignement technique et la formation professionnelle (ETFP) ont été identifiés comme des éléments essentiels à la mise en place d'une main d'œuvre qualifiée pour la gestion des infrastructures et le développement du secteur industriel. C'est dans ce contexte que la Banque envisage de financer le projet d'appui au développement de l'enseignement professionnel et technique. Le projet permettra d'accroître l'accès à la formation professionnelle et technique par les effets conjugués de l'extension et de la réhabilitation des établissements d'ETFP existants, et la construction d'un nouveau lycée d'ETFP, ainsi que par la révision et l'introduction de nouveaux curricula. Il sera présenté aux Conseils pour examen et approbation dans le courant du quatrième trimestre 2010.

#### Programme de prêt 2010-2012

	FAD - XI	FAD - XII
<b>Pilier 1</b>	-	Projet d'approvisionnement en eau et d'assainissement en milieu rural II (Prêt : 10 millions d'UC et don : 10 millions d'UC. Présentation au Conseil en 2011).
<b>Pilier 2</b>	Projet d'appui au développement de l'enseignement technique et de la formation professionnelle (Don : 17,63 millions d'UC ; prêt : 7,87 millions d'UC). Présentation au Conseil en décembre 2010.	
<b>Activités transversales</b>	Appui budgétaire : Don : 4,03 millions d'UC ; Prêt : 23,97 millions d'UC. Présentation au Conseil en décembre 2010	Projet de renforcement des capacités (Prêt : 5 millions d'UC et don : 5 millions d'UC. Présentation au Conseil en 2011)

4.4.4 En matière de réformes budgétaires, la Banque avait, en octobre 2005, financé un 5<sup>e</sup> Programme d'ajustement structurel (PAS-V) qui soutenait le processus de préparation du budget, l'amélioration du recouvrement fiscal, l'efficacité de la politique des dépenses publiques et la promotion de la bonne gouvernance. Le rapport d'achèvement du PAS-V préparé en décembre 2008 a montré que le programme de bonne gouvernance avait eu des résultats satisfaisants. En dépit de ces performances, de nombreux défis subsistent dans le domaine de la gestion des finances publiques. L'appui budgétaire pendant la période 2010-2012 mettra l'accent sur les réformes visant à une amélioration, d'une part, de la transparence et du contrôle externe du budget, et, d'autre part, du système de passation des marchés publics et du système de comptabilité et de production des états financiers. L'appui budgétaire

envisagé contribuera au financement des actions prioritaires déclinées dans le budget de l'État du Niger, en particulier celles liées au développement rural (pour faire face à la crise alimentaire), et au renforcement des infrastructures socio-économiques.

**4.4.5 Activités hors-prêts :** Au cours de la période de prolongation du DSP, la Banque mettra en œuvre un certain nombre de produits importants pour l'achèvement des objectifs de développement du Niger, et pour la préparation de la prochaine stratégie de la Banque dans ce pays. Parmi ceux-ci figure la stratégie d'intégration régionale pour l'Afrique de l'ouest. Une fois achevée, cette stratégie renforcera la base des connaissances nécessaires pour une meilleure prise en compte de la dimension régionale dans la prochaine stratégie de la Banque, mais aussi dans les politiques de développement du Gouvernement.

4.4.6 La Banque poursuivra aussi l'évaluation, qu'elle a commencée, des procédures nationales de passation des marchés publics, et de sa contribution au PEMFAR. Les autorités ont aussi sollicité l'assistance juridique de la Banque pour renforcer les capacités nationales du pays en matière de négociation des contrats miniers.

4.4.7 Enfin, la banque fera une évaluation de la vulnérabilité du pays, visant à générer les connaissances requises pour le développement des mécanismes de protection sociale qui ont pour but de réduire l'impact des chocs d'une façon durable

#### **4.5 Risques et mesures d'atténuation**

4.5.1 Au Niger, l'année 2011 correspondra au retour à l'ordre constitutionnel et démocratique après des élections qui se passeront essentiellement en 2010 et début 2011. D'ici là, il y a un risque d'implosion du CSRD, et donc un risque de dérapage au niveau de la feuille de route. Ces risques sont néanmoins atténués par l'image que donne le gouvernement de transition dans l'engagement qu'il a pris de parvenir à un retour rapide à la démocratie et à la transparence dans la gestion des deniers publics, et à la prise de conscience que le financement du programme de développement du pays par les bailleurs de fonds est largement tributaire du retour à la légalité constitutionnelle.

4.5.2 Les enlèvements répétés dans le nord du pays, qui constituent la plus grande source de tension et d'insécurité, pourraient à terme avoir un impact négatif sur les activités économiques, notamment minières. La coopération en cours du gouvernement nigérien avec l'ensemble des pays qui sont engagés dans la lutte contre le terrorisme pourrait améliorer la sécurité dans le pays.

4.5.3 D'autres risques existent, liés aux chocs exogènes, notamment ceux provoqués par les inondations et les sécheresses qui peuvent fragiliser la gestion économique. En effet, s'ils se perpétuent et s'aggravent, par exemple suite à une autre détérioration des conditions climatiques, ces chocs risquent de retarder le retour à la stabilité économique et sociale. Il faudrait trois années consécutives de bonnes récoltes pour endiguer les effets de la crise alimentaire de cette année sur la population et sur les équilibres budgétaires. Toutefois, on projette que l'insécurité alimentaire consécutive à la mauvaise production de 2009 va se réduire progressivement, compte tenu de la campagne agricole de 2010 qui a bien débuté en septembre. Ce risque est aussi atténué par les efforts importants et efficaces que les partenaires au développement mettent en œuvre dans le cadre conjugué des aides d'**urgence** et d'appui budgétaire visant à aider les autorités à endiguer cette crise. Au-delà des interventions ponctuelles, la Banque travaillera de concert avec les autres bailleurs de fonds pour engager des investissements structurants d'une part au niveau national, en vue de maîtriser les eaux de ruissellement, facteur primordial pour le développement de l'agriculture,

et d'autre part au niveau régional, pour contrer les chocs transfrontaliers provoqués notamment par les inondations et les crickets migrants.

## **V. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATION**

### **5.1 Conclusions**

5.1.1 Le Niger non seulement traverse une période de crise politique, mais fait aussi face à un certain nombre de défis majeurs tels que le développement humain et la consolidation de la croissance économique. Le pays devrait recentrer ses efforts sur ces défis en rétablissant l'ordre constitutionnel et en jetant les bases d'un développement durable et inclusif qui mette à profit les ressources financières issues de l'exploitation de ses ressources naturelles.

5.1.2 La présente actualisation du DSP ne propose pas de modification de la stratégie d'aide du Groupe de la Banque au Niger au cours de la période 2010-2012. Plutôt, elle propose un maintien de la stratégie et de ses deux piliers. Dans ce cadre, elle prévoit le financement de deux opérations supplémentaires : un appui budgétaire et un projet d'enseignement technique et de formation professionnelle. Ces deux opérations seront concomitantes avec l'aide d'urgence destinée à soutenir les populations affectées par la crise alimentaire. La logique de cette prolongation rentre dans le cadre de la SDRP (2008-2012) qui a été maintenue par le Gouvernement de transition.

### **5.2 Recommandation**

Les Conseils d'administration sont invités à approuver la prolongation du DSP 2005-2009 du Niger jusqu'au 31 décembre 2012.

## Annexe 1. Niger - Principaux indicateurs macroéconomiques

	2007	2008	2009	2010	2011
Revenu national et prix (Variation annuelle en pourcentage, sauf indications contraire)					
PIB à prix constants	3,4	8,7	-1,2	3,5	5,2
PIB hors agriculture à prix constants	2,9	3,3	5,1	3,5	5,3
Déflateur du PIB	4,3	7,6	4,9	3,6	2,0
Indice des prix à la consommation					
Moyenne annuelle	0,1	10,5	4,3	3,4	2,0
Fin de période	4,7	9,4	-3,1	1,8	2,0
Secteur extérieur					
Exportations, f.à.b (francs CFA)	19,7	28,5	2,5	8,9	20,9
<i>dont autres que l'uranium</i>	-6,0	20,3	6,1	-3,1	24,1
Importations, f à b (francs CFA)	12,0	37,9	26,6	20,9	0,2
Exportations en volume	-4,4	-1,1	1,9	3,0	17,8
Importations en volume	28,5	30,8	22,0	8,7	-1,8
Termes de l'échange (dégradation -)	25,3	24,3	3,2	-3,0	-0,1
Taux de change effectif nominal (dépréciation -)	2,6	3,2	-0,3	...	...
Taux de change effectif réel (dépréciation -)	3,9	10,2	3,2	...	...
Finances publiques					
Recettes totales	25,0	43,0	-17,7	8,2	10,0
Dépenses totales et prêts nets <sup>1</sup>	26,4	15,1	10,8	5,3	7,1
<i>dont : dépenses courantes</i>	37,4	25,7	-0,9	21,8	-2,4
dépenses d'équipement	16,9	4,4	25,1	-10,6	19,6
Monnaie et crédit (Variation annuelle en pourcentage de la base monétaire du début de la période)					
Crédit intérieur	-3,6	1,8	41,0	16,5	10,3
Crédit à l'État (net)	-14,7	-18,1	28,9	4,9	0,8
Crédit à l'économie	11,2	19,9	12,1	11,6	9,5
Avoirs intérieurs nets	-1,1	-2,7	41,2	16,5	10,3
Base monétaire	23,0	12,2	18,3	7,3	15,1
Vitesse de circulation de la base monétaire (en %)	5,8	6,0	5,3	5,3	4,9
Finances publiques (Pourcentage du PIB, sauf indication contraire)					
Recettes totales	15,0	18,4	14,6	14,6	15,1
Recettes non fiscales <sup>2</sup>	3,5	6,6	...	...	...
Dépenses totales et prêts nets	23,1	22,8	24,4	23,7	23,9
Dépenses courantes	11,6	12,5	12,0	13,5	12,4
Dépenses d'équipement	11,5	10,3	12,4	10,2	11,5
Solde budgétaire de base (hors dons) <sup>3</sup>	-0,9	1,3	-4,0	-2,6	-1,8
Solde global (base engagements, dons exclus)	-8,1	-4,4	-9,8	-9,1	-8,8
Solde global (base engagements, dons inclus)	-1,0	1,50	-5,3	-2,8	-2,6
Investissement brut	23,0	29,2	37,0	38,8	38,8
<i>dont : investissement privé</i>	16,6	22,5	29,5	32,7	31,9
investissement public	6,3	6,7	7,5	6,1	6,9
Épargne nationale brute	14,8	16,3	13,2	13,6	16,5
<i>dont : épargne non publique</i>	11,4	10,4	6,9	8,7	10,5
Épargne intérieure	10,5	12,3	11,4	8,7	13,5
Solde des transactions courantes					
Dons officiels exclus	-10,4	-15,2	-24,9	-29,8	-24,9
Dons officiels inclus	-8,2	-13,0	-23,7	-25,3	-22,3
Ratio du service de la dette en pourcentage des :					
Exportations de biens et de services	2,9	2,7	2,7	2,3	3,2
Recettes publiques	3,4	2,8	3,5	3,0	4,7
VAN de la dette extérieure	10,5	9,2	10,9	11,8	12,7
Aide extérieure	9,7	7,2	6,1	9,0	9,4
<i>En milliards de FCFA</i>					
PIB aux prix courants du marché	2.056	2.405	2.483	2.695	2.867
Balance générale des paiements	69,9	72,7	-91,2	-43,6	23,1
Sources : autorités nigériennes; estimations et projections des services du FMI					
1° Base engagements sur ordre de paiements émis					
2° Recettes minières exceptionnelles comprises					
3° Recettes totales hors dons, moins dépenses totales hors projets d'investissement financés sur ressources extérieures					

## Annexe 2. Niger – Indicateurs de développement

Indicateurs sociaux	Niger		Afrique	Pays en développement
	1990	2009 *		
Superficie ( 000 Km <sup>2</sup> )	1.267		30.323	80.976
Population totale (millions)	7,9	15,3	1.008,4	5.628,5
Croissance annuelle de la population (%)	3,1	3,9	2,3	1,3
Espérance de vie à la naissance -Total (années)	41,6	51,9	55,7	66,9
Taux de mortalité infantile (pour 1000)	154,1	85,3	80,0	49,9
Nombre de médecins (pour 100 000 habitants)	2,0	2,9	42,9	78,0
Naissances assistées par un personnel de santé qualifié (%)	...	32,9	50,5	63,4
Taux de vac. contre rougeole (% d'enfants de 12-23 mois)	38,0	67,0	74,0	81,7
Taux de scolarisation dans le primaire (% brut)	29,0	57,8	100,2	106,8
Ratio Filles/Garçons dans le primaire (%)	56,4	78,2	90,9	100,0
Taux d'analphabétisme (% de la population >15 ans)	...	30,4	...	...
Accès à l'eau salubre (% de la population)	41,0	42,0	64,0	84,0
Accès aux services sanitaires (% de la population)	3,0	7,0	38,5	54,6
Valeur de l'IDH (Rang sur 182 pays)	...	182,0	n.a	n.a
Indice de pauvreté humaine (IPH-1) (% de la Population)	...	55,1	3,4	...

Indicateurs macroéconomiques	Niger			
	2000	2007	2008	2009
RNB par habitant, méthode Atlas (dollar courant)	170	280	330	...
PIB (Million de dollars courant)	1.667	4.292	5.359	5.365
Croissance du PIB réel (% annuel)	-2,6	3,4	8,7	-1,2
Croissance du PIB réel par habitant (% annuel)	-5,8	-0,4	5,4	-4,6
Investissement intérieur brut (% du PIB)	13,9	23,1	29,2	29,6
Inflation (% annuel)	2,9	0,1	10,5	4,3
Solde budgétaire (% du PIB)	-3,8	-1,0	1,5	-5,3

Commerce, Dette extérieure & Flux financiers	2000	2007	2008	2009
Variation en volume des exportations (%)	27,4	-4,4	-2,5	3,6
Variation en volume des importations (%)	6,7	9,2	27,3	18,3
Variation des termes de l'échange	-17,7	22,0	21,9	21,3
Balance commerciale (Millions de dollars EU)	-47,6	-251,4	-430,8	-344,2
Balance commerciale (% du PIB)	-2,9	-5,9	-8,0	-6,4
Solde des comptes courants (Millions de dollars EU)	-92,1	-351,3	-727,3	-813,1
Solde des comptes courants (% du PIB)	-5,5	-8,2	-13,0	-23,7
Service de la dette (% des exportations)	73,4	1,9	1,9	2,0
Dette extérieure totale (% du PIB)	89,1	15,9	14,0	16,2
Flux financiers nets totaux (Millions de dollars EU)	183,0	323,3	578,3	...
Aide publique au développement nette (Mn de dollars EU)	208,5	541,8	605,4	...
Investissements nets directs (Millions de dollars EU)	8,4	129,0	146,9	...
Réserves internationales (mois d'importations)	1,6	3,6	2,8	2,5

Développement du secteur privé et infrastructures	2000	2007	2008	2009
Temps requis pour démarrer une affaire (jours)	...	23	19	17
Indice de protection des investisseurs (0-10)	...	3,3	3,3	3,3
Abonnés aux téléphones fixes (pour 1000 hab.)	1,8	1,7	4,4	...
Utilisateurs d'internet (pour 1000 hab.)	0,2	63,7	129,1	...
Routes asphaltées (% du total des routes)	...	...	...	...
Ferroviaire, Marchandises transportées (million tonnes-km)	...	...	...	...

Source : Département de la statistique de la BAD, à partir de sources nationales et internationales. Dernière mise à jour avec Niger—Assessment Letter for the European Union and African Development Bank, August 20, 2010

\* Année la plus récente.

### Annexe 3. Récapitulatif de la situation des principaux indicateurs des OMD au Niger<sup>5</sup>

Objectifs	Cibles retenues	Indicateurs retenus <sup>6</sup>	Niveau de référence <sup>7</sup>	Niveau récent <sup>8</sup>	Niveau tendanciel en 2015	Objectif OMD en 2015	
1. Éliminer l'extrême pauvreté et la faim	1. Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté	1. Proportion de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté (%)	63 (1993)	62,1(2005)	61,2	31,5	
		2. Pourcentage des enfants de moins de 5 ans présentant une insuffisance pondérale	36 (1992)	44,4(2006)	29,7	18	
2. Assurer une éducation primaire pour tous	3. D'ici à 2015, donner à tous les enfants, garçons et filles, partout dans le monde, les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires	3. Taux brut de scolarisation global dans le primaire (en %)	25,4 (1991)	53,5 (2006)	92,3	100	
		4. Taux d'achèvement dans le primaire (en %)	15(1990)	40(2006)	96	100	
		5. Rapport filles/garçons					
		• dans le primaire (en %)	60(1996)	69,6(2006)	76	100	
		• dans le secondaire (en %)	58(1996)	64,0(2006)	64,4	100	
		6. Taux d'alphabétisation des 15 ans et plus	11,0(1990)	28,7(2005)	46,3		
3. Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes	4. Éliminer les disparités entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire d'ici à 2005 si possible, et à tous les niveaux de l'enseignement en 2015 au plus tard	7. Rapport femmes/hommes dans les effectifs de la Fonction Publique	0,24(2001)	0,25(2005)	0,28	0,50	
		8. Proportion des femmes au Parlement (en %)	1,2(1999)	12,4(2006)		50	
		9. Proportion des femmes au Gouvernement (en %)	17,9(1994)	23,1(2006)		50	
		10. Proportion des femmes dans les collectivités (%)		16,6(2006)		50	
4. Réduire la mortalité des enfants de moins de 5 ans	5. Réduire de deux tiers, entre 1990 et 2015, le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans	11. Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans (pour mille)	318,2 1992)	198(2006)	112,7	106,1	
		12. Taux de mortalité infantile (pour mille)	123,1(1992)	81(2006)	33,8	41,0	
		13. % d'enfants d'1 an vaccinés contre la rougeole	27,8(1992)	47(2006)	59,3	100	
5. Améliorer la santé maternelle	6. Réduire de trois quarts, entre 1990 et 2015, le taux de mortalité maternelle	14. Taux de mortalité maternelle (pour 100.000 naissances)	652 (1992)	648(2006)	645,4	175	
		15. Proportion d'accouchements assistés par du personnel de santé qualifié (en %)	14,9(1992)	17,7(2006) <sup>9</sup>	19,5		
6. Combattre le VIH/SIDA, le paludisme et autres maladies	7. D'ici à 2015, avoir stoppé la propagation du VIH/SIDA et commencer à inverser la tendance actuelle	16. Taux de prévalence du VIH/SIDA des 15-49 ans	0,87(2002)	0,7(2006)	0,3	<0,7	
		8. D'ici à 2015, enrayer la propagation du paludisme et d'autres grandes maladies, et commencer à inverser la tendance actuelle	17. Taux de létalité du paludisme (en ‰)	16	27(2006)		10
7. Assurer un environnement durable	9. Intégrer les principes de Développement Durable dans les politiques nationales de développement et inverser la tendance actuelle à la déperdition des ressources environnementales	18. Superficie des terres protégées pour préserver la biodiversité (en % du territoire national)	6,6(2000)		10	10	
		10. Réduire de ½ la proportion de la population qui n'a pas accès à l'eau potable d'ici 2015	19. Proportion de la population ayant accès à l'eau potable <sup>10</sup> (en %)	22,3 (1992)	68,7(2005)	108,7	77
		11. Faciliter l'accès à des logements décents et sûrs	20. % ménages urbains ayant des sanitaires adéquats	67,5	79 (2006)		
21. % ménages urbains hors Niamey propriétaires de logement	52,2		63,9(2005)				
8. Mettre en place un partenariat mondial pour le développement	12. S'attaquer aux besoins particuliers des pays les moins avancés	22. Aide publique au développement en % du PIB	16 (1990)	8,3(2006)			
		23. Service dette en % des exportations	19 (1990)	7 (2005)	4,3		

<sup>5</sup> Source : INS, PNUD Niger, Rapport National sur les progrès vers l'atteinte des OMD, 2007

<sup>6</sup> Il s'agit d'une liste d'indicateurs établie à partir d'un questionnaire qui a servi à sélectionner parmi 45 proposés dans la première étude sur les OMD au Niger, Décembre 2002

<sup>7</sup> Les années de référence sont entre parenthèses

<sup>8</sup> Les sources les plus récentes sont entre parenthèses

<sup>9</sup> Infirmiers, sages femmes et médecins

<sup>10</sup> Les données relatives à cet indicateur sont celles du milieu rural

**Annexe 4. Opérations en cours du Groupe de la Banque au Niger**  
(Août 2010, en UC)

Projet	Statut	Date d'approbation	Date de clôture	Montant décaissé	Montant du prêt/Don	Taux de décaissement	Dernier audit	IP	DO
<b><i>Transport</i></b>									
PROJET ROUTES TIBIRI-DAKORO ET MADAOUA-B	NON PP/ NON PPP	12/19/2005	12/31/2010	7.004.412,03	22.000.000,00	31,84		1,83	2,00
<b><i>Secteur agricole</i></b>									
AIDE HUMANIT URGENCE VICTIMES SÉCHERESSE	PAS SUPERVISE	07/20/2010		0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
PROJET DÉVELOPPEMENT AGRO-PASTORAL DIFFA	NON PP/ NON PPP	10/22/2003	12/31/2011	13.443.926,29	15.000.000,00	89,63	07/05/2010	2,21	2,25
PROJET DÉVELOPPEMENT AGRO-PASTORAL DIFFA	NON PP/ NON PPP	10/22/2003		447.569,55	447.569,55	100,00	07/05/2010	2,21	2,25
PROJET DE VALORISATION DES EAUX	NON PP/ NON PPP	10/05/2006	12/31/2012	5.272.374,98	13.000.000,00	40,56	07/01/2010	2,36	2,25
PROGRAMME KANDADJI	NON PP/ NON PPP	10/29/2008	12/31/2015	0,00	20.000.000,00	0,00	06/14/2010	1,79	2,00
PROGRAMME KANDADJI	NON PP/ NON PPP	10/29/2008	12/31/2015	1.144.247,71	20.000.000,00	5,72	06/14/2010	1,79	2,00
<b><i>Secteur social</i></b>									
ÉDUCATION II	NON PP/ NON PPP	12/03/2003	12/31/2010	8.858.857,58	10.000.000,00	88,59	07/17/2009	2,46	2,00
ÉDUCATION II	NON PP/ NON PPP	12/03/2003	12/31/2010	1.400.321,29	2.000.000,00	70,02	07/17/2009	2,46	2,00
ÉDUCATION II	NON PP/ NON PPP	12/03/2003		85.113,18	85.113,18	100,00	07/17/2009	2,46	2,00
PROJ .D'AMÉLIOR. QUALITÉ DES SOINS (SANTÉ II)	NON PP/ PPP	10/18/2001	12/31/2010	15.114.838,93	15.950.000,00	94,76	07/07/2010	2,58	3,00
PROJ .D'AMÉLIOR. QUALITÉ DES SOINS (SANTÉ II)	NON PP/ PPP	10/18/2001	06/30/2009	400.000,00	400.000,00	100,00	07/07/2010	2,58	3,00
PROJ .D'AMÉLIOR. QUALITÉ DES SOINS (SANTÉ II)	NON PP/ PPP	10/18/2001		493.158,37	493.158,37	100,00	07/07/2010	2,58	3,00
<b><i>Secteur Eau et assainissement</i></b>									
PROJET D'AEPA EN MILIEU RURAL DANS 3 RÉG	NON P/ NON PPP	02/21/2007	12/31/2010	292.641,06	3.000.000,00	9,75		2,43	2,00
PROJET D'AEPA EN MILIEU RURAL DANS 3 RÉG	NON PP/ NON PPP	02/21/2007	12/31/2010	5.854.836,46	10.624.628,39	55,11		2,43	2,00
NIGER PANGIRE	PAS SUPERVISE	04/30/2007	01/31/2009	0,00	559.661,04	0,00		0,00	0,00
<b><i>Multisecteur</i></b>									
PROJET D'APPUI A LA DÉCENTRALISATION	NON PP/PPP	11/29/2006	12/31/2010	1.793.181,53	3.000.000,00	59,77	01/16/2009	1,54	1,67
Total				59.812.297,43	133.000.469,5	45,0			

## Annexe 5. Programme de prêts pour la période 2005-2012

Opérations	Objectifs	État de mise en œuvre	Source de financement	Modalité de financement de la Banque
<b>Pilier (i) : Soutien au développement du monde rural à travers la mobilisation des eaux</b>				
<b>1. Projet de Valorisation des Eaux de Dosso et Tillabéry</b>	Les actions financées par la Banque à travers ce projet appuient des activités de défense et de restauration des sols afin de préserver les ressources naturelles.	Approuvé en octobre 2006	FAD-X	Financé par un don de 13 millions d'UC
<b>2. Programme d'Appui à la Décentralisation</b>	Le projet vise à créer les conditions de la mise en œuvre de la décentralisation à travers : i) l'amélioration du cadre institutionnel et réglementaire ; et ii) la réduction des facteurs de résistance à la mise en œuvre de la réforme par le renforcement des capacités de la tutelle opérationnelle, des entités communales et des autres acteurs de la décentralisation.	Approuvé en novembre 2006	FAD-X	Financé par un don de 2,9 millions d'UC
<b>3. Programme d'AEPA, dans les régions de Maradi, Tahoua et Tillabéry</b>	Le projet vise le renforcement de l'accès à l'eau potable et l'assainissement et la réduction de la prévalence des maladies d'origine hydrique.	Approuvé en février 2007	FAD-X et RWSSI	Financé à hauteur de 3 millions d'UC par le FAD et de 11,1 millions d'Euros par le RWSSI
<b>4. Programme Kandadji de régénération des écosystèmes et de mise en valeur de la vallée du Niger (Programme Kandadji)</b>	Les principaux objectifs du projet sont les suivants ;i) soutenir l'étiage du cours d'eau pour atténuer la dégradation de l'environnement ; ii) assurer la pérennité de l'irrigation et la satisfaction des besoins en eau sur l'ensemble de la vallée ; iii) produire de l'énergie électrique.	Approuvé en 2008	FAD-XI	Financé par un don de 20 millions d'UC et par un prêt du même montant
<b>5. Aide d'urgence aux populations victimes de la sécheresse</b>	Le projet vise à contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire au profit des 500.000 ménages ou 3 500 000 personnes affectées directement et durement par la sécheresse et situées dans des zones vulnérables.	Approuvé en 2010	FSS	Financé par un don d'un million de dollars EU
<b>Pilier (ii) : appui aux infrastructures socio-économiques</b>				
<b>6. Projet routier sur les tronçons de Tibiri-Dakoro et Madoua-Tahoua</b>	L'objectif du projet est de désenclaver ses zones d'intervention en vue de réduire les coûts de transport et de faciliter l'accès aux services sociaux de base ainsi que l'appui institutionnel au secteur.	Approuvé en octobre 2005	FAD-X	Prêt de 22 millions d'UC
<b>7. Projet multinational d'aménagement de la route Dori-Tera et de facilitation du transport sur le corridor Ouagadougou-Dori-Tera-Niamey.</b>	Le projet vise à contribuer au désenclavement du pays et à l'intégration des marchés nationaux dans la sous-région en appuyant la construction d'infrastructures routières.	Approuvé en octobre 2006	FAD-X	Don de 12,7 millions d'UC
<b>8. Le projet d'appui au Développement de l'Enseignement et de Formation Professionnels et Techniques</b>	Ce projet vise à réaliser l'infrastructure nécessaire à la promotion des compétences scientifiques et techniques et à contribuer à la diversification de l'économie et l'atteinte des ODM.	En attente d'approbation	FAD-XI	Le projet est constitué d'un prêt de montant de 7,87 millions d'UC et d'un don de 17,63 millions d'UC
<b>Gestion des finances publiques</b>				
<b>9. Cinquième Programme d'ajustement Structurel (PAS-V)</b>	Le programme visait à : i) soutenir l'amélioration du recouvrement fiscal ; ii) renforcer les mécanismes de régulation de la trésorerie ; et iii) promouvoir la bonne gouvernance par le renforcement du contrôle budgétaire	Approuvé en octobre 2005	FAD-X	Financé par un don de 18 millions d'UC
<b>10. Programme d'appui à la stratégie de développement accéléré et de réduction de la pauvreté (appui budgétaire)</b>	Ce programme soutiendra l'amélioration de l'efficacité des finances publiques en renforçant le lien entre les objectifs stratégiques de la SDRP et le budget de l'État du Niger. L'appui budgétaire mettra également l'accent sur le renforcement du contrôle budgétaire et du système de comptabilité et de production des états financiers	En attente d'approbation	FAD-XI	La contribution de la Banque est constituée d'un don de 4,03 millions d'UC et d'un prêt de 23,97 millions d'UC

**Annexe 6. DSPAR : Matrice des résultats**

Objectifs stratégiques à long terme	RESULTATS QUE LA BANQUE COMPTE INFLUENCER	SITUATION DE REFERENCE EN 2005	RÉSULTATS ATTENDUS au cours de la période 2005-2009	RÉALISATIONS au cours de la période 2005-2009	RESULTATS ATTENDUS EN 2012	PERFORMANCE DE LA BANQUE (Programmes/Projets)
<b>Pilier i) : Développement rural à travers la mobilisation des ressources en eau</b>						
<b>1.1</b> Accroître la production agricole à partir des superficies irriguées	Accroître la production agricole à partir des superficies irriguées ;	Niveau bas de la production agricole à partir des superficies irriguées	Il est prévu que la contribution de la Banque au pourcentage de superficies des terres irriguées progresse de 4 % en 2005, 5 % en 2006, 6 % en 2007, 8 % en 2008, et 9 % en 2009.	<b>Pratiquement réalisé</b> : Fin 2007, la contribution de la Banque, en termes de superficies équipées de systèmes d'irrigation, était de 8 %. Dans le cadre du PADL-Diffa, 170 ha de périmètre irrigué ont été aménagés, portant ainsi l'aménagement de terres équipées pour l'irrigation à 8,3 % en 2009.	Porter le taux de superficie de terres irriguées à <b>9%</b> en 2012	Avec les projets PMET, PADAZ et PADL-Diffa, la Banque a contribué à augmenter les superficies irriguées durant la période 2001-2007
<b>1.2</b> Mettre en place la décentralisation	Soutien aux secteurs porteurs de croissance, réduction des crises alimentaires et promotion des activités génératrices de revenus  Favoriser l'appropriation par les populations des actions de développement les concernant afin d'accélérer la réduction de la pauvreté et promouvoir la gouvernance locale	Faiblesses au niveau de la décentralisation	Assurer, par an, la formation de 500 conseillers communaux et membres du personnel technique.	<b>Non réalisé</b> : toutefois, grâce aux concours des autres bailleurs de fonds, 468 Conseillers ont été formés en moyenne par an sur l'ensemble du territoire national	Assurer la formation de conseillers communaux et du personnel technique : <b>500</b> en 2012.	Le démarrage tardif du Projet de décentralisation n'a pas permis d'atteindre les résultats escomptés ; mais les autres PTF ont comblé ces lacunes.
<b>1.3</b> Améliorer l'alimentation en eau potable des ménages ruraux	– Améliorer l'alimentation en eau potable des ménages ruraux – Accroître la productivité des populations rurales, en particulier les femmes – Améliorer l'état de santé des populations en éliminant les maladies hydriques.	Faible approvisionnement en eau potable des ménages ruraux	Porter successivement les taux de couverture des besoins en eau potable à partir d'un système moderne en milieu rural de 58,7 % en 2005 et 63 % en 2008	<b>Réalisé</b> : le démarrage tardif des projets financés par la Banque n'a pas permis la réalisation des objectifs fixés. Les actions propres du Gouvernement et d'autres partenaires au développement ont permis d'obtenir une desserte en eau potable de 62,3 % en 2008 contre un objectif de 63 %	Porter le taux de couverture des besoins en eau potable à partir d'un système moderne en milieu rural à <b>65 %</b> en 2012	Idem

Objectifs stratégiques à long terme	RESULTATS QUE LA BANQUE COMPTE INFLUENCER	SITUATION DE REFERENCE EN 2005	RÉSULTATS ATTENDUS au cours de la période 2005-2009	RÉALISATIONS au cours de la période 2005-2009	RESULTATS ATTENDUS EN 2012	PERFORMANCE DE LA BANQUE (Programmes/Projets)
<b>Pilier ii) : Développement d'infrastructures</b>						
2.1 Renforcer les infrastructures routières pour favoriser l'évacuation des excédents agricoles et pastoraux		Faible développement des infrastructures routières	Porter le linéaire routier de 3.677 km en 2005 à 7.990 km en 2009	<b>Non réalisé</b> : le linéaire de routes bitumées est passé de 3.677 km en 2005 à 3.912 km en 2008	Porter le linéaire routier à <b>8.040</b> km en 2012	Les deux projets routiers financés par la Banque ont mis du temps à démarrer. Les réalisations ont été effectuées avec les ressources du gouvernement et les appuis des partenaires au développement
2.2 Accroître l'accès à l'enseignement et la formation professionnels et techniques de qualité	Soutenir l'extension et la réhabilitation des établissements d'ETFP existants et la construction d'un nouveau lycée d'ETFP	Insuffisance de l'offre éducative en matière d'ETFP			Le projet de développement de l'ETFP a été approuvé en 2010, et sa mise en œuvre a commencé.	
<b>Gestion des finances publiques</b>						
Gestion des finances publiques et stabilisation du cadre macroéconomique	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Intensification de la mobilisation des ressources internes ;</li> <li>– Amélioration de la préparation, renforcement de l'exécution budgétaire, amélioration des contrôles internes et externes du budget ;</li> <li>– Renforcement de la décentralisation ;</li> </ul>	Faible mobilisation des ressources internes	<p>Progression des recettes budgétaires : 11,1 % en 2005 ; 12,1 % en 2006 ; 12,6 % en 2007 ; 12,8 % en 2008 ; et 13,2 % en 2009</p> <p>Taux de croissance du PIB réel : 4 % par an entre 2005-2009</p> <p>Inflation : moins de 3 % par an</p>	<p><b>Réalisé</b> : les recettes budgétaires ont représenté 10,6 % du PIB en 2005 ; 13,0 % en 2006 et 15,2 % en 2007 ; 18,4 % en 2008 ; et 12,2 % en 2009</p> <p><b>Réalisé</b> : la croissance du PIB réel s'est établi à 7,4 % en 2005 ; 5,8 % en 2006 ; et 3,4 % en 2007 ; 8,7 % en 2008 ; -1,2 % en 2009</p> <p><b>Non réalisé</b> : le taux d'inflation s'est établi à 7,8 % en 2005 ; 0,1 % en 2006 et 0,1 % en 2007 ; 10,5 % en 2008 ; et 5,0 % en 2009.</p>	<p>Mobiliser des recettes budgétaires à hauteur de 15,1 % du PIB en 2012</p> <p>Atteindre un taux de croissance du PIB réel supérieur à 5,2 % en 2012</p> <p>Limiter l'inflation à 2,0 % en 2012</p> <p>Pour les autres résultats liés à la gestion des finances publiques, voir rapport d'évaluation de l'appui budgétaire.</p>	Le PAS V a contribué à l'obtention de ces résultats. Le nouvel appui budgétaire vise à répondre aux enjeux identifiés par le PEMAFR II

*Annexe 7. Comment les sécheresses affectent les ménages au Niger*

